

Délibération n° 2018-04-05/10

Objet : Affectation des résultats 2017 du budget du Port

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 5 AVRIL 2018**

L'an deux mille dix-huit, le cinq avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 30 mars 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance s'est déroulée à huis clos.

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne – M. Pellet – J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet - G. Riguidel - B. Rodriguez – S. Riscal - F. Boyer - J.M Leiendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu - A. Jamet - S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel

Absents représentés : F. Bertouy excusée, pouvoir à B. Conte Arranz – C. Moreteau excusée, pouvoir à B. Rodriguez – M. Litton excusé, pouvoir à J.M. Malek – A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – G. Della Ragione excusé, pouvoir à J.P. Rico – C. Germain excusée, pouvoir à I. Gianiel

Absents : A. Estève – C. Prost

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

Le Conseil municipal, dans sa séance du 8 février 2018, a arrêté les comptes de l'exercice 2017, en adoptant le compte administratif du port qui fait apparaître :

- un solde d'exécution (excédent) de la section d'exploitation de 57 440,58 €
- un résultat (déficit) de la section d'investissement de 8 018,02 €

Par ailleurs, la section d'investissement ne laisse apparaître aucun reste à réaliser.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir affecter le résultat de l'exercice 2017, comme suit :

Solde disponible	
Excédents de fonctionnement capitalisés (1068)	8 018,02 €
Solde d'exécution de la section d'investissement (en dépenses) 001	8 018,02 €
Report à nouveau en section de fonctionnement à la ligne 002 «Résultat de fonctionnement reporté»	49 422,56 €.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix (2 abstentions : A. Jamet – S. Waselynck).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 5 avril 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO